

Le *travailleur alpin*

Résister, vivre ensemble autrement

n°351 • février 2025
3€

LES RÉNOVATIONS DES VILLENEUVE D'ÉCHIROLLES ET DE GRENOBLE

NOTRE DOSSIER • P.15 À 18



FONTAINE

Les communistes ont élu leur cheffe de file aux municipales : Claudine Didier

 P.4

CHIMIE

Après les menaces qui pèsent sur Vencorex, Arkema annonce 154 licenciements.

 P.6

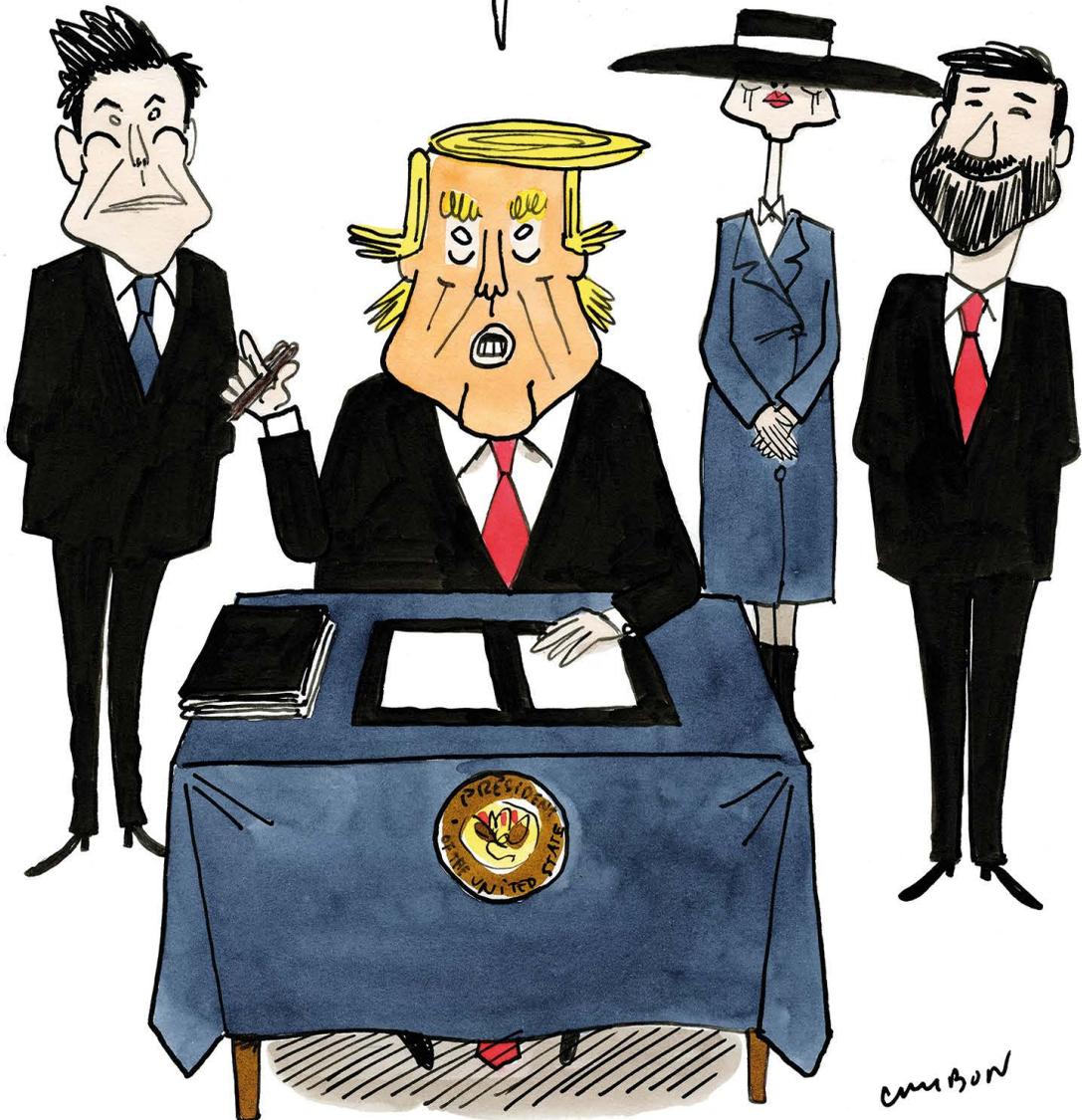
TRANSPORTS

Dans le Nord Isère, la question de la gratuité est posée par les élus de gauche

 P.8

TRUMP 2

QU'EST-CE QUE JE PEUX FAIRE POUR NUIRE À L'HUMANITÉ?



Sommaire

n°351 février 2025

DOSSIER

Les Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles font l'objet d'un programme de rénovation au long cours. Tandis qu'une boulangerie vient d'ouvrir à la galerie de l'Arlequin, à la Villeneuve de Grenoble. Explications et reportage.

p.10 à 13

POLITIQUE

La défaite de la gauche dans la première circonscription, si elle est intervenue dans un territoire qui penche à droite, n'en appelle pas moins à réflexion.

p.5

INDUSTRIE

Après les annonces tonitruantes du président de la République, le partenaire américain reste aux abonnés absents. Inquiétudes quant à l'avenir..

p.7

MÉMOIRE

Grenoble honore Mélinée et Missak Manouchian

p.9



Luc Renaud



Manuel Pavard



Luc Renaud



Manuel Pavard

Édito

SEXISME : POUR QUE LA HONTE CHANGE DE CAMP

Le mois dernier, le Haut Conseil à l'égalité (HCE) a publié son rapport annuel sur l'état du sexisme en France, alertant sur l'augmentation des comportements et discours sexistes : « *Les femmes sont plus féministes et les hommes plus masculinistes* », résume-t-il. Notre combat pour les droits des femmes, contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles (VSS), est plus que jamais nécessaire devant la montée de l'extrême droite et de ses idées.

Alors que le procès des viols de Mazan s'est conclu en décembre, sa médiatisation a mis en avant l'ampleur de ce phénomène qui traverse toutes les couches de la société. Mais c'est avant tout la décision forte de Gisèle Pelicot de refuser le huit-clos qui a permis de fait resurgir dans le débat public la notion la plus cruciale pour combattre ces violences : le consentement.

Bien qu'irriguant toute la procédure judiciaire, il ne figure pas dans la loi. Pour y remédier, une proposition de loi transpartisane introduisant la notion de non-consentement pourrait arriver au Parlement fin mars, en espérant qu'enfin « *la honte change de camp* ».

ASMÁ HOUMADA,

MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF

À LIRE SUR TRAVAILLEUR ALPIN.FR

POLITIQUE. 16^{es} rencontres départementales « luttés-résistance » à Voiron • La campagne de Lyes Louffok.

SOCIAL. Les salariés en lutte pour la défense des plateformes chimiques de Jarrie et Pont-de-Claix.

SOCIÉTÉ. Rassemblement contre l'expulsion d'une famille à Fontaine

SOLIDARITÉS. Hommage aux femmes kurdes à Grenoble.

et de nombreux autres articles

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jérémie Giono • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Manuel Pavard • **RÉDACTION :** Alain Allosio, Max Blanchard, Martine Briot, Pierre-Jean Crespeau, Claudine Didier, Didier Gossele, Maëlle Halevy-Vitalis, Régine Hausermann, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, Pierre Labriet, Gérard Lauthier, Maryvonne Mathéoud, Anastasia Moshak, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Clément Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Clément Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE :** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel : redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** le quartier des Géants à la Villeneuve de Grenoble, photo Luc Renaud

@LeTravailleurAlpin

@Journal_LeTA

@lactuduta

@TravailleurAlpin



Maryvonne Mathéoud

Claudine Didier lors d'un rassemblement pour protester contre l'expulsion d'une famille de son logement.

Gagner, pour en finir avec une politique de droite

Maryvonne MATHÉOUD

CHEFFE DE FILE DES COMMUNISTES FONTAINOIS, CLAUDINE DIDIER TRAVAILLE À L'UNITÉ DE LA GAUCHE EN VUE DE L'ÉLECTION MUNICIPALE.

Vendredi 17 janvier à l'occasion des vœux de la section de Fontaine du PCF, Willy Pepelnjak et Renaud Lugli les co-secrétaires ont annoncé que les communistes de Fontaine avaient désigné Claudine Didier comme la cheffe de file des candidats communistes. La militante entend rassembler la gauche pour reprendre la mairie à Franck Longo (MoDem) et Laurent Thoviste (Territoire

de Progrès/Renaissance) et ainsi mettre fin à la politique de l'actuelle majorité, qu'elle juge « catastrophique ».

La composition de la liste d'union avec des partis de gauche est une question qui viendra par la suite. « Nous travaillons à un accord commun avec la LFI, le parti socialiste, les écologistes, Place publique et un collectif citoyen pour partir ensemble sur une même liste afin de faire gagner la gauche » indique d'emblée Claudine Didier. Au lendemain des élections municipales de 2020, les communistes ont tiré les leçons de l'échec. Pour ramener le PCF et la gauche aux manettes en 2026, tout l'enjeu sera d'éviter « les divisions qui mettent en danger les intérêts de la population », estime la cheffe de file du PCF. Depuis

les communistes n'ont cessé d'être aux côtés de la population fontainoise. Rassemblement pour la réouverture de la poste – plusieurs centaines de signatures recueillies –, mouvement avec les parents d'élèves pour rouvrir des places dans les centres de loisirs à Fontaine...

« En mai dernier, nous avons lancé un appel au rassemblement de toutes les forces de gauche et citoyennes pour construire ensemble un autre projet pour Fontaine » rappelle Renaud Lugli dans son introduction. « Nous avons commencé à constituer, avec les habitants, ce rassemblement à partir de réunions pour aboutir à l'écriture et à la diffusion des Cahiers fontainois », poursuit-il.

Des cahiers rédigés avec les Fontainois

Face à la politique municipale désastreuse menée par Franck Longo et Laurent Thoviste, la gauche doit se regrouper. Le bilan de la politique Longo/Thoviste, c'est la casse des services publics fontainois : « fermetures d'équipement et de service, explosion des tarifs municipaux, suppression de places d'accueil de loisirs, réduction de l'offre culturelle, mise en concurrence des écoles et acceptation des fermetures de classe, attaque de l'indépendance des associations, souffrance dans les services municipaux démantelés... Cette situation dégradée n'est pas une fatalité! » Une autre politique municipale est possible, titrent les Cahiers fontainois. ★



Luc Renaud

Claudine Didier, une femme engagée

Après un bac sténo-dactylo, Claudine Didier travaille comme secrétaire. Puis elle passe des concours et accède à des postes de responsabilités. En 2000, elle est directrice des ressources humaines d'une mairie. Déléguée syndicale à la CFDT, présidente de conseils locaux FCPE à partir de 1989, elle en devient la secrétaire générale de l'Isère. Elle adhère au PCF en 2005. Éluë adjointe à Fontaine de 2008 à 2020, elle est en charge de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations, de l'emploi insertion, de la lutte contre le harcèlement scolaire et de l'accès aux droits des migrants. C'est une militante dévouée et infatigable. « Quand je mets les pieds quelque part, c'est pour m'investir dans des responsabilités », sourit-elle.



Défaite amère pour la gauche

Manuel PAVARD

LYES LOUFFOK (NFP) A ÉTÉ BATTU PAR LA MACRONISTE CAMILLE GALLIARD-MINIER LORS DE LA LÉGISLATIVE PARTIELLE DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE.

Lui-même le disait, les insoumis ne lui avaient pas fait un cadeau en l'investissant. Désigné après plusieurs semaines d'atermoiements, Lyes Louffok avait la lourde tâche de maintenir à gauche la première circonscription de l'Isère, trois mois après la démission de l'ex-député Hugo Prevost, accusé de violences sexistes et sexuelles. Un vrai défi dans un territoire à la sociologie peu favorable, où le Nouveau Front populaire l'avait emporté lors d'une triangulaire en juillet dernier.

AU PREMIER TOUR, LE CANDIDAT NFP était arrivé en tête, essentiellement grâce aux votes grenoblois. Comme prévu, l'affiche du second tour l'opposait ainsi à Camille Galliard-Minier (Ensemble), ancienne suppléante d'Olivier Véran. Plusieurs éléments incitaient à la prudence. D'abord une faible participation – environ 35 % au premier tour, soit 40 points de moins qu'aux législatives de juin 2024. Mais aussi des réserves de voix penchant du côté de sa rivale macroniste, pour laquelle l'ensemble de la droite et de l'extrême droite avait appelé à voter dès le 12 janvier au soir.

DÉSIREUX DE FAIRE MENTIR les pronostics, Lyes Louffok a donc mis les bouchées doubles dans l'entre deux tours, enchaînant tractages et porte-à-porte. Et ce, accompagné de plusieurs figures du NFP, qui ont défilé à Grenoble durant la campagne. Parmi elles, Lucie Castets, venue soutenir une candidature « *exceptionnelle et très valorisable* », et surtout



Manuel Pavard

Lyes Louffok, marché de l'Estacade. Campagne très suivie par la presse nationale.

« *très importante pour l'union de la gauche* ».

Malheureusement, Lyes Louffok n'a pu tenir son pari de « *convaincre les abstentionnistes* » le 19 janvier. Bilan : une défaite assez nette au second tour avec 35,72 % des voix, contre 64,28 % pour Camille Galliard-Minier. Déçu, l'ex-

enfant placé s'est néanmoins félicité d'avoir pu « *incarner une gauche unie, solidaire et profondément humaine* », tout en profitant d'une « *tribune* » pour défendre « *les droits des enfants* ».

SI LE CANDIDAT A FUSTIGÉ « *le report significatif des voix de la droite et de l'extrême droite* » en faveur de la néo-députée, « *révélant une inquiétante convergence d'intérêts entre le macronisme et des courants idéologiques fascistes* », la gauche doit cependant tirer les leçons de ce revers. Une analyse qui devra surpasser les tensions entre insoumis observées lors de la soirée électorale, au siège des Écologistes. Pour les municipales 2026, l'enseignement reste identique : la gauche ne peut vaincre qu'unie. ★

Cinq députés NFP

L'union de la gauche, à la tête de six circonscriptions en Isère jusqu'à la démission d'Hugo Prevost, conserve cinq des dix sièges du département – tous situés dans sa moitié Sud. Les députés élus sous la bannière du Nouveau Front populaire : Cyrielle Chatelain (2^e circonscription), Éliisa Martin (3^e), Marie-Noëlle Battistel (4^e), Jérémie Iordanoff (5^e) et Sandrine Nosbé (9^e).



Arkema sacrifiée par sa direction ?

Manuel PAVARD

ARKEMA A ANNONCÉ LA SUPPRESSION DE 154 POSTES À JARRIE, CONSÉQUENCE DE L'ARRÊT D'UNE PARTIE DE L'USINE. LA CGT POINTE LES MANŒUVRES DE LA DIRECTION.

« **U**n effet d'aubaine... » Pour Alexandre Fiat, secrétaire du syndicat CGT d'Arkema Jarrrie, la cause est entendue. Le groupe chimiste aurait profité des difficultés de Vencorex pour légitimer son projet. « *Arkema ne veut plus de la chimie du chlore, donc veut fermer tout le Sud* », assure l'élu syndical.

L'annonce de la direction, le 21 janvier, n'a donc pas surpris les salariés, qui accusent néanmoins le coup. Arkema France a en effet présenté en CSE, à Paris, un « recentrage » sur l'eau oxygénée, le chlorate et le perchlorate, soit la partie Nord du site. Assorti de « *l'arrêt des activités de production de chlore, de soude, de chlorure de méthyle et de fluides techniques* », situées dans la partie sud. D'où la suppression de 154 postes, sur 344 au total.

Un PSE dont les détails avaient déjà filtré peu à peu dès le 4 décembre, provoquant un mouvement de grève, d'abord au niveau du Sud, puis dans toute l'usine à partir du 13 janvier. Une mobilisation (toujours forte à l'heure où nous écrivons

Le Sud n'a pas besoin de sel



Manuel Pavard

Le piquet de grève au lendemain de l'annonce des suppressions d'emploi.

ces lignes) renforcée par la désagréable « *impression que tout était calculé* ».

« *Arkema nous a interdit de démarrer nos unités à partir de septembre, dès l'annonce de Vencorex, pour les fermer* », explique ainsi Alexandre Fiat. Pour lui, l'argument invoqué, à savoir « *l'arrêt brutal de son approvisionnement en sel par Vencorex* », ne tient pas la route. Car la plateforme de Pont-de-Claix est de nouveau « *en capacité de leur livrer du sel* », tandis que les ateliers du Sud ne sont « *pas consommateurs de sel comme matière première* ».

L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC) dénonce une « *stratégie financière à court*

terme » d'Arkema, sans vision industrielle. Sur le piquet de grève, les salariés, en colère, expriment ainsi des craintes sur l'avenir du Nord, où est notamment produit le perchlorate indispensable à la fabrication du carburant des fusées Ariane et des missiles.

Incapable de fournir les dossiers justifiant sa décision, la direction parisienne, venue présenter le PSE à Jarrrie le 23 janvier, a fui par l'issue de secours. Après cette rencontre avortée, de nouveaux rendez-vous étaient prévus : une réunion du CSE le 29 janvier, au siège d'Arkema, et une grande journée de mobilisation le 5 février à Jarrrie. ★

Le rôle de Framatome

Depuis le début de la grève en décembre, Arkema ne peut plus livrer de chlore liquide à Framatome, qui achète désormais en Chine son produit final, les éponges de zirconium pour les centrales nucléaires. Alexandre Fiat pointe le « *rôle ambigu* » de Framatome qui risque « *d'attendre que ce soit terminé ici pour reprendre l'outil industriel* », voire s'en servir comme prétexte pour « *justifier une fermeture de son site* ».

Compte à rebours à Vencorex

Depuis la fin de la grève à Vencorex, fin décembre, les salariés attendent l'échéance du 6 mars, date à laquelle expire la période d'observation fixée par le tribunal de commerce. La CGT milite toujours pour une nationalisation que Lilian Brissaud, expert missionné par le CSE, juge lui aussi indispensable : pour « *limiter l'effet domino* », mais aussi pour régler les problèmes causés par la mine de sel de Hauterives et par la dépollution de la « *triche industrielle gigantesque* » de Pont-de-Claix que Wanhua n'exploiterait qu'à 10 ou 20 %.



Nadia Sahli, déléguée syndicale centrale adjointe CGT chez ST Microelectronics.

ST Microelectronics : nuages à l'horizon

Max BLANCHARD

**BEUCOUP D'IMPRÉCISIONS
PLANENT SUR L'EXTENSION DU SITE
ST DE CROLLES. CE QUI SUSCITE
MAINTES INTERROGATIONS.**

L'enquête publique de 2023 sur l'extension du site n'avait pas respecté la procédure. Dès lors, rebeldie en 2024, après la décision de la Commission nationale du débat public. Depuis, ST est dans l'expectative. «*Le débat démocratique n'est pas ce qu'il y a de mieux au sein de l'entreprise et l'évitement des syndicats trop régulier*», y entend-on.

L'extension est toujours d'actualité. Mais d'une actualité brumeuse. Si le président de la République, flanqué de son ministre des Finances, est venu en juillet 2022 vanter l'engagement de l'État français à hauteur de 2,9 milliards d'euros, depuis, c'est le silence.

Certes, des préconisations ont été

requis pour améliorer l'utilisation de l'eau pompée dans la nappe phréatique, l'eau polluée étant rejetée dans l'Isère. Mais ceci sans délais ni contraintes.

La CGT s'interroge sur la réutilisation de l'eau. Non pas celle qui sert à refroidir, mais l'eau chargée de métaux lourds. Pour le syndicat, il faut construire une nouvelle station d'épuration adaptée, ce qui n'a pas été anticipé : «*Les pouvoirs publics doivent intervenir !*»

La situation économique pèse par ailleurs. «*Les résultats 2024 sont inférieurs à ceux de 2023, même si l'entreprise reste bénéficiaire*», souligne Nadia Sahli, déléguée syndicale centrale

Un plan d'économies sur trois ans

adjointe CGT. «*Le PDG a annoncé un plan d'économies sur trois ans. Première mesure, l'imposition de congés obligatoires avec arrêt de la production une semaine.*» Pourtant, les finances ne sont pas dans le rouge, les actionnaires ayant «*entériné une progression de 50 % des dividendes et un programme de rachat d'actions.*» ★

Inquiétudes

Lors de la réunion avec les investisseurs, en novembre, des éléments inquiétants ont été annoncés : délocalisations d'activités vers l'Asie, restructuration de sites industriels et des sites de design, mesures visant à diminuer les effectifs du groupe afin de satisfaire un plan d'économies de plusieurs centaines de millions de dollars à l'horizon 2027.

5 100

salariés à Crolles pour ST, premier employeur privé du département (7500 salariés au total en Isère). Le projet d'extension doit créer environ 1000 emplois directs et 3000 emplois indirects.

Arrêts imposés

Les syndicats ont interpellé l'État sur la déclaration du PDG visant à réduire drastiquement la structure de coûts, dans un contexte où l'entreprise bénéficie de substantielles aides publiques. En France, des arrêts d'activité ont déjà été annoncés pour le premier trimestre sur les sites de Tours, du 2 au 6 janvier ; de Rousset, du 12 au 19 février ; de Crolles, du 26 février au 5 mars. À cela s'ajoutent des obligations de pose de congés et la suspension des contrats intérimaires.

Israël et Russie

La CGT exige «*des mesures fortes et urgentes pour garantir que l'entreprise ne participe ni de près ni de loin au massacre perpétré par l'État d'Israël à Gaza et en Cisjordanie. En tant que multinationale du secteur de la conception et fabrication de semi-conducteurs de très haute technologie, nos composants sont massivement utilisés dans des dispositifs militaires (armement, surveillance, télécommunication)*», précise le syndicat. Après la découverte de composants ST dans des armes russes utilisées en Ukraine, le groupe avait déjà dû s'engager à ne plus fournir de composants à la Russie.

22

communes sont regroupées au sein de la Capi. Autorité organisatrice des transports sur ce territoire, celle-ci finance et développe ainsi le réseau Ruban. L'exploitation du réseau est confiée à la société Kéolis, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Ruban

Le réseau est constitué de huit lignes urbaines, sept lignes périurbaines pour un service régulier et à la demande, vingt-deux lignes scolaires, un service « Flexibus » pour la desserte des zones d'activités, un service à la demande pour les personnes à mobilité réduite « Mobi'bus ».

44

territoires appliquent la gratuité totale en France, dont six territoires de plus de 100 000 habitants et dix comprenant entre 50 000 et 100 000 habitants.

Gratuité totale

Il s'agit d'un réseau au sein duquel tous les usagers bénéficient sans payer des services réguliers de transport public, sur le périmètre d'une commune, d'une intercommunalité ou du territoire couvert par l'autorité organisatrice de la mobilité. En Auvergne-Rhône-Alpes, seule la ville de Saint-Flour propose la gratuité totale. Dans la ville communiste pionnière d'Aubagne, le réseau de transport est entièrement gratuit depuis 2009.

Vers la gratuité des transports dans la Capi?



Didier Gosselein

Pour les élus de gauche, la gratuité répond à un vrai besoin social.

Didier GOSSELIN

DANS LE NORD-ISÈRE, LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN DÉBAT, ET COMME RÉPONSE À UN BESOIN SOCIAL.

Des élus de gauche et écologistes portent au sein de la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (Capi) la question de la mobilité, en vue d'améliorer le réseau et d'augmenter l'usage des transports en commun. Jean-Noël Salmon, président du groupe de gauche, rappelle ainsi un point crucial : 10 % seulement des recettes du budget transport de la Capi proviennent des tickets, contre 90 % de la cotisation mobilité des entreprises.

« CE RATIO PERMET D'ENVISAGER un passage à la gratuité dans la Capi sans mettre en péril l'équilibre économique du budget

transport, ni la capacité d'investissement de la Capi », souligne-t-il. Ce que confirme par ailleurs l'Observatoire des villes du transport gratuit, consulté par les élus. Un organisme dont l'activité principale consiste à mener des études sous l'égide d'un comité scientifique.

« On est sur un affrontement idéologique »

Par la voix de son vice-président aux transports, Vincent Chriqui, la Capi a refusé d'étudier la question de la gratuité. Ses arguments ? Il a invoqué le coût du transport, ajoutant que, selon lui, il ne fallait pas laisser croire que ce service pouvait être gratuit. Et ce, tout en affirmant que la recette des tickets était nécessaire pour investir.

OR, CORRIGE Jean-Noël Salmon, si le réseau a récemment été amélioré, c'est notamment grâce aux excédents issus de la période Covid pendant laquelle les entreprises ont continué à verser leur cotisation mobilité.

« On est sur un affrontement idéologique », estime le conseiller communautaire de gauche. Des élus de droite n'hésitent plus ainsi, sur cette question de la gratuité, à opposer les propriétaires payant la taxe foncière aux locataires de HLM dispensés de taxe d'habitation.

Jean-Noël Salmon précise alors que les gains financiers de la collectivité – à commencer par son budget transport – découlent essentiellement de la richesse produite sur le territoire par ceux qui travaillent dans les entreprises. Lesquels ne sont majoritairement pas propriétaires et ont besoin des transports au quotidien, notamment pour se rendre sur leur lieu de travail.

QUOI QU'IL EN SOIT, la gratuité portée par la gauche répond à un vrai besoin social sur le territoire. Pour Jean-Noël Salmon, celle-ci est progressivement envisageable avec une part usagers à 10%. Avec un élément à prendre en compte la solidarité financière de la Capi. ★

Grenoble honore Mélinée et Missak Manouchian

Martine BRIOT

LA FRESQUE ACTUALISÉE DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE A ÉTÉ INAUGURÉE LORS DU MOIS DE L'ARMÉNIE.

Il y a huit ans, lors de la seconde édition du festival Street Art Fest, C215 (alias Christian Guémy) avait réalisé une fresque sur le mur d'enceinte du musée de la Résistance, rue des Dauphins. Y figurent cinq portraits de résistant-e-s entré-e-s au Panthéon, en 1964 pour Jean Moulin et en mai 2015 pour Geneviève De Gaulle, Germaine Tillion, Jean Zay et Pierre Brossolette.

À la suite de la panthéonisation de Mélinée et Missak Manouchian en



Une partie de la nouvelle fresque, avec Mélinée Manouchian à gauche.

février 2024, l'Association des anciens combattants et résistants arméniens de l'armée française a demandé au Département de l'Isère l'actualisation de la fresque. Ceci en ajoutant les deux portraits du couple Manouchian.

La nouvelle version a été inaugurée le 8 novembre, à l'occasion de la troisième

édition du Mois de l'Arménie. Plusieurs prises de parole se sont succédé ce jour-là, dont des discours prononcés par le préfet de la région de Guégharkunik (jumelée avec le département) ainsi que le plasticien Christian Guémy. On notait également la présence du vice-maire de la ville de Sevan (jumelée avec Grenoble). ★

Menace permanente sur l'Arménie

Après la perte, fin 2020, de la région autonome du Haut-Karabagh, à l'issue d'une guerre de 44 jours, les tractations entre le président de l'Azerbaïdjan et le premier ministre arménien ont eu lieu sur une partie des frontières séparant les deux pays. Des pourparlers assez mal vécus par une large partie des Arméniens, qui reprochent à leur dirigeant de lâcher du lest face au grand rival régional.

Dans le même temps, les tensions internationales s'approchent dangereusement des frontières du pays : conflit Iran-Israël, Géorgie-Russie... La Turquie, affaiblie économiquement, ravive par ailleurs ses projets maléfiques de corridor vers l'Azerbaïdjan, menaçant clairement le territoire arménien. Enfin, de nombreux Russes arrivent régulièrement sur le territoire arménien et sont fortement soupçonnés d'espionnage.

Une bonne nouvelle toutefois dans ce ciel sombre : la COP 17 sur la biodiversité se tiendra en 2026 en Arménie. L'événement réunit les pays membres de la convention sur la biodiversité de Rio, signée en 1992.

Des membres de la société civile ainsi que des acteurs du monde économique peuvent participer. Une formidable opportunité pour la petite République.

Les communistes isérois restent donc vigilants et ne relâchent pas leur soutien envers l'Arménie.

Semaine de l'Affiche rouge

L'Association des anciens combattants et résistants arméniens de l'armée française organise, en février, à Échirolles, la 13e semaine de l'Affiche rouge. Au menu : projection, le 18, du documentaire *Missak et Mélinée Manouchian*, au cinéma Pathé ; cérémonie, le 23, place de la Libération ; deux expositions sur les étrangers dans la Résistance pour des collégiens et lycéens...

Troisième Mois de l'Arménie

Martine BRIOT

L'initiative, prévue tous les trois ans, a mobilisé les associations de Grenoble et Vienne, avec le soutien des villes, de la métropole et du département. Ceci en coopération avec le ministère arménien de la Culture. Dans la riche programmation présentée fin 2024, citons la création de la Maison de la culture arménienne de Grenoble, « Les fous de Sassoun », spec-



Le portrait de Missak Manouchian sur la fresque réalisée par C215.

taclé littéraire et artistique bilingue. Sans oublier l'exposition « Sentiers d'Arménie » ou le défilé de mode « Nouveaux manteaux arméniens », œuvre d'élèves du lycée Argouges.



La Villeneuve de Grenoble fait l'objet, comme celle d'Échirolles, d'un vaste projet de renouvellement urbain. Parmi ses objectifs, redonner de l'attractivité au quartier, notamment en rouvrant des commerces de proximité ayant peu à peu disparu ces dernières années, au grand dam des habitants. Illustration avec le retour d'une boulangerie, place du marché.

Manuel PAVARD

Le 24 janvier, une nouvelle fusillade près du point de deal de l'Arlequin a fait deux blessés. Elle s'ajoute à la longue liste des règlements de comptes ayant émaillé l'agglomération grenobloise depuis de longs mois. Des faits venant ternir encore un peu plus l'image de la Villeneuve, ex-cité modèle et utopique sortie de terre il y a un demi-siècle. Pourtant, de nombreux habitants refusent que leur quartier soit associé aux violences et au narcotraffic, préférant insister sur les signaux positifs.

C'est le cas des membres des unions de quartier Villeneuve1 et Géants-Baladins, qui ont fêté, le 4 janvier, le retour d'une boulangerie sur la place du marché, en offrant galettes maison et jus de pomme bio aux visiteurs. L'ouverture, peu avant Noël, de la Mie de l'Arlequin, s'inscrit dans l'ambitieux programme de renouvellement urbain des Villeneuve (de Grenoble et d'Échirolles) piloté par la Métropole, avec le soutien des deux mairies.

« **REDYNAMISER LES COMMERCES** de proximité » figure en effet parmi les huit axes de développement du projet, précise la Métropole, qui a construit et aménagé le local, restant propriétaire des murs. Originaire du quartier, le boulanger, Éric Vacavant, a alors sauté sur l'occasion. Ceci pour « *montrer qu'on peut mener à bien un tel projet même dans un quartier sensible* ».

Aujourd'hui, les habitants de la Villeneuve peuvent ainsi de nouveau acheter pain frais et viennoiseries, sept jours sur sept. Une habitude qu'ils avaient perdue depuis la fermeture de l'ancienne boulangerie, en décembre 2021. « *Vous vous rendez compte, un quartier de 12 000 habitants sans boulangerie pendant trois ans* », s'exclame Alain Manac'h, président de l'association Villeneuve debout et militant de l'éducation populaire.

DURANT CES TROIS ANNÉES, « *pour trouver du pain, il fallait aller jusqu'à Vigny ou Malherbe, ou alors en supermarché, à Auchan ou à Grand'Place* », explique Asma, cliente de la boulangerie. « *Dans le quartier, il y a pas mal de personnes âgées ou de gens qui ont des problèmes de santé. Pour eux, c'était vraiment compliqué!* », ajoute l'habitante.

De fait, la population a vu l'ensemble des commerces mettre la clé sous la porte, les uns après les autres, au fil des ans. La faute au climat de violence lié au trafic de stupéfiants, ainsi qu'à la concurrence des grandes enseignes situées en périphérie. « *Pourtant, on devrait trouver tout ce qu'il faut pour bien*

vivre au pied de chez soi », estime Alain Manac'h.

FIGURE EMBLÉMATIQUE de la Villeneuve, celui-ci se souvient d'avoir connu « *avant une dizaine de commerces dans le quartier. Ils ont tenu à peu près jusqu'en 2001-2002, après ça a commencé à plonger* ». Une désertification commerciale qui s'est encore accélérée par la suite. « *Sur la place des Géants, c'est infernal, il n'y a plus aucun commerce ! Juste un petit bistrot qui sert du café* », déplore le militant.

Alain Manac'h souligne pourtant le rôle de ces commerces de proximité, créateurs de lien social : « *La boulangerie, c'est un lieu de convivialité. Avant, il y avait une boucherie-épicerie, de l'autre côté de la place des Géants : c'est un endroit où tout le monde venait. Et quand la boucherie a fermé, il y a un an, le pharmacien en face nous disait qu'il avait perdu 20 % de son chiffre d'affaires.* » Une pharmacie qui a d'ailleurs baissé le rideau à son tour, en août dernier.

UN RENVERSEMENT de tendance est-il possible? Les habitants espèrent que la réouverture de la boulangerie impulsera un nouvel élan. C'est aussi l'ambition du programme de renouvellement urbain. Sur la place du marché, une épicerie devrait ainsi voir le jour également, à côté de la boulangerie. Un appel à candidatures, clos fin octobre, a été lancé. « *Plusieurs propositions ont été reçues, le projet devrait donc se concrétiser très prochainement* », annonce la Métropole, qui a financé le local.

Des commerces créant du lien social

Citons en outre l'installation du tiers-lieu La Machinerie au rez-de-chaussée du parking silo de l'Arlequin, la création d'un pôle santé dans le prolongement de la clinique du Mail... Sans oublier, cette fois à la Villeneuve d'Échirolles, l'implantation de plusieurs commerces de proximité sur l'avenue des États-Généraux.

RESTE UN ÉCUEIL : la cohabitation avec les dealers voisins. « *C'est un peu compliqué* », avoue un résident anonymement. Éric Vacavant, lui, a « *beaucoup discuté avec les habitants, notamment les jeunes, pour faire connaître et accepter [son] projet* ». Le boulanger entend pérenniser la Mie de l'Arlequin, grâce aux quatre salariés et apprentis – tous habitants du quartier – qu'il a lui-même recrutés : « *Mon objectif, c'est de transmettre mon savoir aux employés pour qu'ils reprennent la boulangerie quand je partirai à la retraite.* » ★

Lac baignable

Le collectif du lac, qui milite contre le projet de lac baignable de la Villeneuve porté par la ville de Grenoble, a déposé son propre contre-projet, dans le cadre du budget participatif. Les soixante-dix idées proposées seront présentées par leurs promoteurs lors du forum des idées, le 15 février, à la mairie. Une première sélection sera alors effectuée pour retenir trente premiers projets, qui feront l'objet d'études techniques, juridiques et économiques, avant le vote final, prévu en juin.

376

millions d'euros sont investis par l'ensemble des acteurs pour transformer les Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles.

Enquête publique

Le projet de réaménagement du secteur Arlequin, avec le parc Jean-Verlhac, est entré dans une nouvelle étape début 2025, avec la tenue d'une enquête publique, qui s'est achevée le 6 février. Opposé au futur lac baignable (au cœur de ce programme), le collectif du lac espérait un avis défavorable conduisant à stopper le projet.

2500

logements sociaux seront réhabilités dans le cadre du projet urbain, qui prévoit par ailleurs la résidentialisation de près de sept cents logements sociaux. Toujours dans le parc social, 466 logements doivent être démolis. Ce qui sera compensé par la reconstruction de 466 logements sociaux neufs sur d'autres secteurs de la métropole.

GrandAlpe

Les Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles font aujourd'hui partie de GrandAlpe, projet d'aménagement et de rénovation majeur visant à métamorphoser un secteur de quatre cents hectares au sud de l'agglomération, entre Grenoble, Échirolles et Eybens.



Luc Renaud

Les travaux de rénovation se poursuivent à Échirolles.

Un futur écoquartier populaire

Manuel PAVARD

Le projet urbain des Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles, évalué à 376 millions d'euros, vise à créer le premier écoquartier populaire.

C'est un investissement à l'échelle de l'ambition du projet. Au total, ce sont 376 millions d'euros qui sont injectés dans le programme de rénovation. Avec 257 millions d'euros pour les quartiers de l'Arlequin, des Géants et du Village olympique à Grenoble, et 119 millions pour les Essarts et Surieux à Échirolles.

Un projet partenarial, porté par de nombreux acteurs publics et privés. Piloté par la métropole – qui dé-

tient la compétence du renouvellement urbain – en lien avec les villes de Grenoble et d'Échirolles, celui-ci est aussi soutenu par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), le Feder (fonds européen), la

Caisse des dépôts et consignations ou encore les bailleurs sociaux.

Quant aux habitants, ceux-ci sont représentés via les conseils citoyens « Politique de la ville ». Lesquels sont membres du comité de pilotage bi-annuel et peuvent à ce titre formuler des avis ou relayer les questionnements des habitants auprès des institutions.

Huit axes majeurs ont été définis : habitat – le plus gros poste d'investissement (70%) –, aménagement urbain, équipements publics, activité économique, proximité, emploi, éducation et innovation. L'objectif ? Faire des Villeneuve « le premier écoquartier populaire » du pays, via le label environnemental ÉcoQuartier.

Pour cela, le projet doit tenir ses engagements dans quatre domaines : la dimension participative, l'aménagement durable du quartier, l'attractivité du territoire et l'adaptation au changement climatique. La deuxième des quatre étapes de la labellisation a été validée en 2021. ★

Un programme en huit axes

Pour cela, le projet doit tenir ses engagements dans quatre domaines : la dimension participative, l'aménagement durable du quartier, l'attractivité du territoire et l'adaptation au changement climatique. La deuxième des quatre étapes de la labellisation a été validée en 2021. ★

À la Villeneuve, habitants et pompiers unis contre les incendies

Manuel PAVARD

Devant la hausse des incendies à la Villeneuve, des associations du quartier collaborent avec les pompiers, afin d'informer et de former à la prévention des risques. Une rencontre a eu lieu à cet effet au Patio.

Réunis au café associatif Le Barathym, au Patio, le 8 janvier, des habitants et surtout habitantes de la Villeneuve écoutent des sapeurs-pompiers leur prodiguer les bons conseils et réflexes en cas d'incendie. Ce café-rencontre s'inscrit dans le partenariat engagé entre l'association d'habitants du 30-40 et les pompiers de Saint-Martin-d'Hères, avec le soutien du Sdis, de la ville de Grenoble, du bailleur social Actis.

LE PROJET PREND SA SOURCE EN 2006. « Il y avait énormément d'incendies à la Villeneuve », se souvient Ariane Béranger, présidente de l'association du 30-40. Des sinistres accidentels mais aussi volontaires, « le feu étant un peu une arme de guerre, pour brûler des voitures ou des poubelles », ajoute-t-elle. Des collectifs du quartier ont alors commencé à travailler avec le lieutenant de sapeurs-pompiers Frédéric Bologna, qui a « créé une association pour sensibiliser et faire de la prévention auprès des habitants ». Car il était « affolé par les mauvais comportements à l'origine de drames ».

L'ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR surviendra ensuite en 2010, d'abord avec les émeutes de la Villeneuve consécutives au braquage du casino d'Uriage, puis la blessure d'un pompier en intervention. Ce qui a impulsé la tournée solidaire des pompiers. « Trois asso-



Une rencontre au cours de laquelle on a parlé des comportements qui sauvent... et de l'intervention du matin

ciations de l'Arlequin se regroupent pour proposer aux pompiers de faire la tournée des calendriers avec eux, car ils hésitaient un peu à venir dans le quartier », raconte Ariane Béranger. « Depuis, c'est devenu un rite tous les ans. »

Avec les associations, le rite de la tournée des calendriers

La collaboration s'est poursuivie, notamment avec la tenue d'ateliers. Avant l'autre « grande avancée, l'arrivée du nouveau chef de la caserne de Saint-Martin-d'Hères » (compétente territorialement), le commandant Thomas Chérèque, en juin 2024. Celui-ci a voulu, « relancer des actions en organisant des événements annuels pour nous rapprocher des habitants »,

indique-t-il.

Exemple : les pompiers « forment des habitants qui feront relais des messages de prévention auprès des résidents de leur montée d'immeuble, de la copropriété, ou dans leurs échanges avec les syndicats », explique Thomas Chérèque. « L'objectif, c'est de limiter l'apparition de sinistres : l'utilisation d'appareils de chauffage, de multiprises, la charge de trottinette électrique... Et aussi comment réagir en cas d'incendie : l'impact du stationnement anarchique qui nous rend l'accès difficile, refermer les portes pour éviter la propagation des fumées. »

CE PARTENARIAT VISE ENFIN à combattre d'éventuels préjugés des pompiers envers les quartiers populaires. « Des lieux où les conditions d'intervention sont parfois difficiles... Mais où l'immense majorité des habitants nous accueillent bien. » ★

La fenêtre d'Overton

Alain ALLOSIO

Comment travailler à la dégradation des mentalités et des valeurs partagées dans une société? En mettant en circulation le pire, pour que le « moins pire » devienne acceptable, comme moindre mal. Une technique de manipulation mise au jour par la « fenêtre d'Overton ». Que l'on combattra en montrant que nous avons les moyens d'éviter le pire... et même le « moins pire ».

Joseph P. Overton (1960–2003) était un lobbyiste, juriste et politologue américain, membre d'un think tank libéral promouvant des politiques de dérégulation et de privatisation. Dans les années 1990, Overton postula que les idées politiques sont plus ou moins acceptables dans une société donnée à un moment donnée.

IDÉE IMPENSABLE : le mariage homosexuel en 1942 sous le régime de Vichy qui avait rétabli les infractions pénales concernant cette orientation sexuelle.

Idee radicale : extrême, trop éloignée de l'opinion dominante pour être acceptée; aujourd'hui en France, la privatisation de l'enseignement.

Idee acceptable : tolérée, sans constituer la norme; l'accompagnement des malades et la fin de vie par exemple.

Idee sensée : qui devient logique ou raisonnable; le financement des études dans certaines filières.

Idee populaire : soutenue par l'opinion publique; la retraite à 60 ans.

OVERTON COUPLE CE CLASSEMENT avec une échelle qui relève de l'idéologie libérale, du plus libre au moins libre. Ce qu'il nomme «la fenêtre» aujourd'hui dite d'Overton, c'est un ensemble d'idées considérées comme plus ou moins acceptables qui se déplace au fil du temps et de la «bataille des idées».

La lente évolution des valeurs et des



Comment introduire dans le débat des idées autrefois marginales.

normes de la société va induire de façon naturelle un déplacement de la fenêtre (légalisation de l'IVG, mariage homosexuel, cannabis thérapeutique à usage médical...).

Un déplacement, un agrandissement ou une réduction de la fenêtre peuvent être observés à la suite d'événements traumatisants (attentats, catastrophes liées au dérèglement climatique, pandémie...), de découvertes scientifiques (la fécondation in vitro, les organismes génétiquement modifiés...) ou enfin par des prises de position radicales.

Connaître les mécanismes de la manipulation

Et c'est par ce biais que cet outil d'évaluation est devenu un outil d'influence car les extrémistes s'en sont emparé! En opérant une modification de la fenêtre d'Overton, il devient possible de faire accepter les idées qui étaient antérieurement qualifiées d'inacceptables. On parle alors d'ouvrir la fenêtre d'Overton dans le but délibéré de faire passer des idées impensables.

La technique est simple : en confrontant une idée radicale à une idée encore plus extrême (Bruno Retailleau : « *L'État de droit pas intangible, ni sacré* ») il se produit un effet de choc et par contraste une idée impensable peut devenir acceptable lorsqu'on nous propose bien pire.

DANS LES MÉDIAS, DES ÉDITORIALISTES vont donc se comporter en francs-tireurs en débitant les pires horreurs et à force de répétition des idées inadmissibles, ultra-racistes, provocatrices, xénophobes vont se banaliser. Eric Zemmour assurant « *qu'avec l'immigration zéro, il n'y aura quasiment plus de délinquance* » ou Pierre Gentillet, avocat, chroniqueur TV, Rassemblement National : il faut « *mettre au pas le Conseil constitutionnel* » pour réformer la politique française en matière d'immigration et « *mettre la politique au-dessus du juridique* ».

Fort heureusement l'opinion publique se forge surtout dans la vie réelle, dans les discussions entre amis, les mouvements, les associations, les collectifs, les syndicats et les partis. La faiblesse des techniques de manipulation réside dans la perte de leur force quand on en connaît le mécanisme. Il convient donc de développer et d'exercer notre esprit critique. ★

Merlin Gerin en Mai 68 : la culture à l'usine

Gérard LAUTHIER

Lors des longues journées de grève de mai 1968, la culture entre dans les usines grenobloises de Merlin Gerin, alors occupées par les ouvriers et techniciens. Une démarche en réalité très politique, qui rencontre immédiatement l'opposition des patrons.

Mai 68, pour Merlin Gerin Grenoble, ce sont vingt-deux jours de grève (du 20 mai au 11 juin), avec occupation de toutes les usines. C'est la nécessité pour les ouvriers et techniciens d'être présents sur leur lieu de travail, par roulement, afin d'éviter l'effritement du mouvement et les provocations.

LES JOURNÉES SONT LONGUES. Il faut les remplir. Des occupations simples sont mises en place, telles que les concours de pétanque, l'organisation de mini concerts de chansons et de musique.

Des films sont également projetés, avec l'aide de Fédération des œuvres laïques de l'Isère.

LA TOUTE JEUNE MAISON DE LA CULTURE de Grenoble collabore avec enthousiasme avec le comité de grève. Place au théâtre, à la poésie. Andrée Appercelle (1925 – 2022), poète, et Chantal Morel, écrivaine et metteuse en scène, discutent, pendant deux heures, du statut de l'écrivain et des publications relatant les luttes ouvrières.

Le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine présente dans le hall de montage de l'usine A sa pièce, *La Cuisine*, d'Arnold Wesker, et ce, gratuitement. Deux séances sont ainsi

Une fresque murale portant les inscriptions « Mai 1968 » et « Unité d'action »



Mai 68 a marqué l'irruption de la culture dans les usines Merlin Gerin.

Archives IHS CGT

programmées le 24 mai.

UN PAS SUPPLÉMENTAIRE EST FRANCHI avec la réalisation d'une fresque murale, dans la salle de réfectoire de l'usine A. Son thème est choisi par les ouvriers. C'est « l'unité d'action des travailleurs en lutte pour le droit à une vie plus juste et plus heureuse ».

Elle est réalisée, à compter du 1^{er} juin, par deux artistes plasticiens dauphinois, Georges Gunsett (1919-2006) et Robert Termat (1924-2011). Visites du chantier, débats vont se succéder et la fresque sera terminée le 5 juin. Elle portera les inscriptions : « Mai 1968 » et « Unité d'action », mots à forte résonance symbolique.

LES PATRONS NE POUVAIENT L'ACCEPTER. Ils les feront donc effacer, en catimini, pendant le dernier week-end du mois de septembre 1968. Motif invoqué ? « *Il faut tenir compte de l'utilisation des lieux (cantine) non seulement par le personnel, mais également par certains visiteurs ou clients, et par des congressistes extérieurs à l'entreprise* » (lettre de Merlin Gerin).

Le secrétaire du comité d'entreprise ainsi que les deux artistes mettront en demeure la direction de rétablir l'unité première de la fresque, mais leur démarche restera sans résultats. ★

Cette rubrique est issue des travaux de recherche de l'Institut CGT d'histoire sociale.

Neyrpic, la culture et le patron

Les salariés de Neyrpic occupent eux aussi leur usine en 1968. Ils font façonner une sculpture moderne et notent dans leur journal de grève que celle-ci « *est le reflet de la contribution des artistes à leur lutte. Il faudra la défendre lors de la reprise, car c'est bien connu, les patrons n'aiment pas les symboles du monde ouvrier : drapeau rouge, plaques commémoratives.* »

Propos prémonitoires, car à la fin de l'occupation, M. Gasser, le patron de Neyrpic, fait immédiatement détruire cette sculpture !

Budget : colère inédite des sportifs

Laurent JADEAU

Le projet de budget 2025 de l'éphémère gouvernement Barnier avait déjà alerté le monde sportif, avec une baisse prévue de 12 % qui avait ému le CNOSF⁽¹⁾. Reprise par l'équipe Bayrou, la saignée a été portée à 33 %, provoquant une levée de boucliers des plus grands noms du sport français.

« **C**e n'est pas seulement une économie, c'est un sabotage du vivre-ensemble ! » Le cri de rage de 425 sportifs parmi les plus prestigieux, signataires d'une tribune dans *L'Équipe* du 21 janvier⁽²⁾, a fait un certain bruit. Bon nombre des tout récents héros de Paris 2024, comme Marie Patouillet, Teddy Riner, Melina Robert-Michon ou Léon Marchand ont uni leurs voix pour exprimer leur mécontentement devant le rabotage du budget des sports prévu par le gouvernement. Le plus petit budget de la nation, moins de un milliard d'euros et 0,2 % du budget de l'État, devrait être amputé du tiers.

INCOMPRÉHENSIBLE pour le mouvement sportif au lendemain du succès de Paris 2024, et dans l'attente de l'accueil des Jeux d'hiver en 2030. Les clubs sportifs ont dû faire face en cette rentrée à un afflux sans précédent de nouveaux pratiquants, notamment des jeunes.

Philippe Bana, président de la Fédération française de handball, a qualifié cette décision d'« enterrement » des promesses faites aux acteurs du sport. Il affirme qu'au hand, on a dû refuser pas moins de 100 000 gamins cette année !

DANS LA TRIBUNE, les signataires rappellent que le sport n'est pas une affaire de boutique et que faire des économies dessus est une politique à courte vue. « *Le sport français ne coûte rien compa-*



Léon Marchand et Marie Patouillet, champions olympique et paralympique, ont signé la tribune.

ré à ce qu'il apporte. C'est un rempart contre les fractures sociales et territoriales. C'est un outil de santé publique indispensable. C'est une opportunité d'émancipation pour notre jeunesse. »

Interviewé sur France Info, Sébastien Nolesini, directeur général de la Fédération française de judo, à l'origine de la lettre ouverte, a développé tous les enjeux de cette question. Il rappelle avec

« Le sport français ne coûte rien comparé à ce qu'il apporte »

conviction que le sport n'est pas une variable d'ajustement budgétaire mais plutôt un investissement. Pour lui, le sport c'est « *du lien social, de l'éducation, de l'emploi, du rayonnement à l'international mais aussi des valeurs... Le sport change des vies. »*

IL DÉNONCE AUSSI LA TRIPLE PEINE qui s'abat sur le mouvement sportif français. Outre la saignée du budget, la baisse de ressources des collectivités territoriales aura également une répercussion, celles-ci étant les principales pourvoyeuses d'équipements. Quid des financements privés ? La fin de la période olympique entraînera un bon nombre de sponsors à revoir à la baisse leur participation.

LA MINISTRE DES SPORTS, EMBARRASSÉE, a dit comprendre l'inquiétude des sportifs, tout en répétant que tout le monde devait faire un effort. Quant au président de la République, celui-ci a même affirmé soutenir la fronde des sportifs ! Communication habile ou franche hypocrisie ?

Toujours est-il que les vingt millions de pratiquants, quatre millions de bénévoles et 200 000 clubs ont du mal à comprendre que l'on considère exagéré de leur consacrer moins de un milliard d'euros ! ★

1. Voir le Travailleur alpin de novembre 2024.

2. A lire sur : ic.cx/Tyh19H

La maladie du dragon jaune

Claudine KAHANE

La maladie du dragon jaune, qui affecte les agrumes, progresse dans le monde. Un fléau auquel la science tente de trouver un remède.

Cette maladie (HLB selon son nom chinois) concerne les agrumes (notamment les oranges). Elle dégrade la qualité des fruits en les rendant amers, diminue les rendements des arbres et finit même par les tuer. Elle s'est répandue très rapidement depuis les années 2000 à partir de l'Asie du Sud-Est et affecte désormais les principaux pays producteurs d'oranges (Chine, Brésil, Etats-Unis), générant une baisse massive de la production et une forte hausse des prix.

À ce jour, les seules régions du monde (encore) épargnées sont l'Australie et la Méditerranée. Cependant, l'insecte capable de transmettre la bactérie porteuse du HLB, le psylle, est déjà présent en Espagne et au Portugal, ce qui fait craindre l'extension prochaine de la contamination à l'Europe.

Des études scientifiques sont en cours pour déterminer les moyens de lutter contre ce fléau, contre lequel il n'existe aucun traitement curatif. Pour dépasser la méthode peu écologique d'arrachage des arbres malades et de traitement des nouveaux plants par des insecticides, les recherches portent sur la production, génétique notamment, de nouvelles variétés d'agrumes plus résistantes à la maladie et la mise en œuvre de techniques agroécologiques de répulsion du psylle (par exemple la diversification des vergers avec la plantation de fruitiers non hôtes, voire répulsifs, du psylle tels les goyaviers).

Pour en savoir plus et suivre l'actualité en la matière, consultez, par exemple, le site du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). ★

Aucun traitement curatif



Le gâteau moelleux et le vin de Tante Adèle, deux recettes sublimant l'orange.

Claudine Kahane

Régalons-nous vite avec les oranges !

Deux recettes pour savourer les oranges (bio de préférence car elles utilisent les zestes), à vite mettre en œuvre tant que l'attaque massive du dragon jaune nous permet encore de nous en procurer.

Le vin de tante Adèle

C'est une tradition familiale de boire cet apéritif savoureux aux fêtes de fin d'année. Pourquoi pas le servir à la Chandeleur aussi ?

Ingrédients : 1 bouteille de vin blanc (plutôt moelleux), 1 zeste d'orange, 1 petite cuillère à café de chicorée en grains (Leroux bien sûr !).

Préparation (au moins 24 h à l'avance) : verser le vin dans un bocal et y faire macérer à température ambiante le zeste d'orange et la chicorée (si possible dans une boule à thé, pour la retirer plus facilement). Au bout de 24 h, retirer la chicorée (sauf si vous voulez encore renforcer la petite amertume) et goûter pour l'ajout éventuel de sucre (à mon goût, jusqu'à 50 g pour un vin blanc sec).

Mettre ensuite au frais (en laissant le zeste). Se conserve facilement une semaine.

Gâteau moelleux à l'orange

Encore une tradition familiale, cette fois-ci pour les anniversaires !

Ingrédients : 150g de farine, 3 œufs, 75g de beurre, 150g sucre (roux éventuellement), 3 oranges, 1 sachet de levure chimique, 100g de sucre glace.

Préparation : mélanger le sucre et le beurre fondu, ajouter les 3 jaunes d'œufs, les zestes de deux oranges râpées très fin, la farine, la levure et le jus d'une orange. Bien mélanger puis incorporer les blancs d'œufs battus en neige très ferme. Verser dans un moule à manqué. Faire cuire 30mn à th. 4-5 (120°-150°) puis 10mn à th. 5-6 (150°-180°). Vérifier et si besoin prolonger un peu la cuisson. Arroser le gâteau à la sortie du four avec le jus de deux oranges porté à ébullition avec 100g de sucre glace (et éventuellement une bonne cuillère de Chartreuse verte si ce n'est pas pour un anniversaire d'enfant !). Le gâteau peut ensuite se savourer tiède ou froid.



DR

Kamel Daoud

Lire

LES COUPS DE CŒUR
DE RÉGINE HAUSERMANN

HOURLIS

KAMEL DAOUD

Les houris sont des créatures célestes qui, selon le Coran, attendent les musulmans fidèles au paradis et, par extension, des femmes belles et sensuelles. Dans le roman, c'est le terme qu'utilise la narratrice - une jeune femme enceinte et muette - pour s'adresser à sa fille, à qui elle raconte le massacre commis dans son village algérien pendant la « décennie noire » (1992-2002). Elle exprime sa rage contre une société amnésique et misogyne. Prix Goncourt 2024

Refus de l'amnésie collective

Rappel du contexte. Au début des années 90, le Front islamique du Salut gagne les élections en Algérie. Les militaires annulent les élections. La guerre civile ravage la société algérienne pendant dix ans. Meurtres de militaires et de policiers suivis de massacres de civils dans les villes et les campagnes. Le bilan est terrible: deux cent mille morts, pour beaucoup égorgés. En

2005, une loi d'amnésie interdit d'évoquer les événements sous peine de prison.

Kamel Daoud ne peut s'y résoudre. Il récuse l'amnésie obligatoire qui conduit au mensonge généralisé, transforme les aînés en menteurs. Il décide alors de braver l'interdit, au prix de l'exil. Vingt ans après les faits, il écrit « pour chercher une raison profonde de vivre. »

Aube la muette « parle » à sa fille

Fajr – Aube en français – a survécu à une tuerie de masse, le 31 décembre 1999, qui a fait mille morts. Elle avait cinq ans. Elle serait morte sans l'intervention de Khadija qui l'a transportée à l'hôpital et veillé sur elle, devenant sa « mère ». De ce drame, Aube conserve une longue cicatrice de dix-sept centimètres qui relie ses deux oreilles, qu'elle camoufle avec un foulard. Une canule lui permet de respirer mais ses cordes vocales ayant été sectionnées, elle est muette. Nous entendons pourtant sa voix intérieure qui s'adresse à Houri, cette chose qu'elle abrite dans son ventre, et qui ne peut être qu'une fille.

Pendant cinq jours, Fajr-Aube,

parle à cet être en devenir, oscillant entre le désir de lui faire connaître la vérité sur sa mutilation et celui de la faire disparaître grâce aux trois pilules qu'elle s'est procurée illégalement. « Je t'évite de naître pour t'éviter de mourir à chaque instant. Car dans ce pays, on nous aime muettes et nues pour le plaisir des hommes en rut. » Pour l'instant, son désir de transmission est plus fort que tout : Houri doit savoir ce que des humains ont fait à d'autres humains, ce que les mâles imposent aux femmes dans la société patriarcale, ce que les religieux déversent à longueur de prêche, comme en cette période de l'Aïd.

La rage, moteur de l'action

Aube déteste l'imam de son quartier qui n'ose pas regarder son « sourire » ni sa canule et ne supporte pas sa liberté de s'habiller « comme un homme », d'étaler ses cheveux, de fumer. Cet homme dont « le métier est de parler de jihad, de guerre, de butin, de la France, des lois, du péché sous toutes ses formes, de paradis et de prophètes. » La rage enflamme le monologue de Fajr-Aube la conduisant au ressassement contre le mensonge, le pouvoir exorbitant des hommes, la violence faite aux femmes. « Pourquoi ce Dieu nous hait tant ? Qu'avons-nous fait pour le mettre en colère depuis trois mille ans ? »

On retrouve Aube, pieds nus, les vêtements déchirés, au bord de l'autoroute, en route vers « l'Endroit Mort », la ferme familiale où elle a été égorgée. Mais que lui est-il arrivé ? L'autoroute est déserte en cette veille de l'Aïd qui commémore le sacrifice d'Ibrahim par l'égorgeage d'un mouton dans chaque famille. Une voix masculine prend le relais, celle d'Aïssa qui se ré-

jouit de sa rencontre avec une preuve vivante des massacres. Lui-même est un rescapé d'une agression qui l'a rendu infirme. Fils d'une famille d'éditeurs de Batna, il fournit les libraires du pays en livres autorisés : des corans et autres livres religieux, et des livres de cuisine... puisque, depuis la loi d'amnésie de nombreux terroristes se sont prétendus cuisiniers pour vivre en liberté !

Aube et Aïssa, alliés contre le mensonge

Aïssa est un être singulier. Il est un homme plein d'empathie qui ne craint pas de regarder le « sourire » d'Aube, qui cherche à connaître son passé, son projet actuel et décide de l'emmener à « l'Endroit Mort ». Il est devenu l'encyclopédie des massacres, capable de restituer, à partir d'un chiffre, les faits qui se sont produits un jour donné, à un endroit donné, les noms des victimes, leur âge. La dernière partie se déroule dans le village natal d'Aube où règne l'amnésie générale, où les identités sont floues et toute étrangère, dangereuse.

La langue de Kamel Daoud est poétique, puissante, obsessionnelle. Il suscite la curiosité voire la perplexité du lecteur/de la lectrice par des ellipses temporelles radicales entre ses trois parties : La Voix, Le Labyrinthe, Le Couteau. Puis complète les trous du récit au fil des monologues d'Aube et de Aïssa. L'intensité du style traduit une nécessité existentielle.

Gallimard 2024, 23 €



Narcisse à La Rampe

Sortir

NARCISSE

La danseuse et chorégraphe Marion Motin revisite le mythe de Narcisse selon les codes du cabaret. Une création engagée et puissante qui bouscule la société du paraître et l'égoïsme 2.0.

Les cinq danseur-ses embarquent le public au-delà des apparences. Que deviendront ces objets stars, pantins désincarnés, happés par leur propre reflet ? Animés par des airs de musiques italiennes aux timbres nostalgiques, ils seront aussi bousculés par la musique originale du compositeur Micka Luna, plus sombre et intense. La vie n'est-elle pas cette lutte éternelle entre la vérité de l'être profond et ses multiples mises en scène au quotidien ?

Certaines scènes peuvent heurter la sensibilité des plus jeunes.

Dans le cadre du Hip-Hop Never Stop Festival de Saint-Martin-d'Hères en scène

Dès 16 ans

Durée 1h / 7 à 31 €

La Rampe-Echiroles

Ma.18 février 20h

MA CHAIR

Un homme monologue, perdu dans le labyrinthe de sa mémoire. Polar haletant teinté de tendresse et d'humour. Création de Parelle Gervasoni.

Il fait nuit, les flots montent. Un homme échoué sur une plage se réveille sans savoir où il se trouve, ni pourquoi. Sa seule certitude : la femme qu'il aime a disparu, perdue dans un silence insoutenable. De flashbacks en hallucinations, il part à la recherche des raisons de cette disparition et des causes de son amnésie. Un seul en scène captivant, incarné avec un engagement rare par le comédien René Turquoise.

Rendez-vous avec l'équipe artistique à l'issue de la représentation du mercredi 19 février.

A partir de 15 ans

Durée 1h / 5 à 29 €

Petit Théâtre

MC2-Grenoble

Les 18,19 et 20 février 20h

NÉANDERTAL

Des scientifiques se lancent dans une tentative de réécriture de l'histoire des origines de l'homme en déchiffrant des fragments d'ADN ancien.

Arraché-es à la solitude des laboratoires, ils et elles font voler en éclat toute idée de pureté raciale ou ethnique.

Inspiré par le récit autobiographique de Svante Pääbo, paléogénéticien suédois, Nobel de médecine en 2022, David Geselson – auteur, metteur en scène et acteur – nous transporte de Jérusalem à la Serbie, en passant par l'Ukraine. Vie privée et recherche se mêlent. Que garde-t-on d'un parent ? Comment faire famille ? Où commence l'humain ? L'inhumain ?

En partenariat avec l'Hexagone-Meylan.

A partir de 15 ans

Durée 2h30 / 5 à 29 €

Salle Rizzardo

MC2-Grenoble

Les 19, 20 et 21 février 20h

HÔTEL DU LIBRE-ÉCHANGE

Stanislas Nordey renoue avec la fantaisie du roi du vaudeville, Georges Feydeau. Ses quatorze comédien.ne.s partent à l'assaut d'une langue à la mécanique implacable et dans une théâtralité délirante.

Deux couples d'amis sont pris dans une spirale adultère. Auxquels se joignent, pour pimenter l'affaire, Mathieu qui bégaie par temps d'orage et s'exprime parfaitement par temps sec ; Maxime, un jeune homme vierge courtisé par Victoire la femme de chambre ; sans oublier des commissionnaires, des policiers et les employés de l'Hôtel du bien-nommé Libre-Échange. Décor en transformation, costumes surréalistes, mouvements chorégraphiés et, plus que tout, une troupe d'acteurs

extravagante, tout simplement géniale.

A partir de 14 ans

Durée 2h45 / 5 à 33 €

Salle Rizzardo

MC2-Grenoble

Du 11 au 14 mars 20h

WOMAN OF THE YEAR

Comédie musicale signée Jean Lacomere et Gérard Lecoine. Un show digne de Broadway sur le renversement du patriarcat. Réjouissant !

Une vedette de la télévision rencontre un dessinateur de presse à l'occasion d'une polémique sur la valeur artistique de la bande dessinée. Elle est brillante et énergique, il est doué et dépressif : coup de foudre et catastrophe annoncée. Comment vivre avec quelqu'un de plus célèbre et de plus puissant que vous, lorsqu'il s'agit d'une femme ? Une comédie romantique lucide, spirituelle et réjouissante servie par une troupe brillante.

En partenariat avec la Maison pour l'égalité femmes-hommes et dans le cadre de Cité Plurielle.

Dès 12 ans

Durée 2h / 7 à 31 €

La Rampe-Echiroles

Ma.18 mars 20h

Que se passe-t-il aux États-Unis ?

Marie-Christine VERGIAT
Députée européenne honoraire GUE/NGL

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche ouvre une période lourde de danger et d'incertitude.

Quoi que l'on pense de ce pays, le retour au pouvoir de Donald Trump doit donner des sueurs froides à toute personne qui croit encore à un certain nombre de valeurs. Certes, c'est plus Kamela Harris qui a perdu (moins 6 millions de voix par rapport à l'élection de 2020) mais Donald Trump, malgré ses casseroles judiciaires, a quand même gagné trois millions de voix.

Depuis son élection, il a multiplié les annonces les plus invraisemblables, telles la transformation du Canada en 51^e État des USA, l'achat du Groenland⁽¹⁾, ou l'annexion du canal de Panama, quitte à employer la force au motif de la sécurité économique des États-Unis...

Comme il l'avait annoncé, Donald Trump a également signé, dès le 20 janvier, une centaine de mesures dont un décret ayant annulé 78 décisions de Joe Biden. Ses obsessions privilégiées sont là.

Le refus de toute politique sur le climat avec un nouveau retrait de l'accord de Paris, la fin de tout financement US pour le climat⁽²⁾ et « *l'élimination des politiques climatiques nuisibles et coercitives qui augmentent les coûts des denrées alimentaires et des carburants* ».

La « *restauration de la liberté d'expression et la fin à la censure fédérale*⁽³⁾ » avec en ligne de mire, la mise en cause de la lutte contre la désinformation. Le procureur général devra ainsi enquêter pour vérifier si des atteintes à la liberté d'expression n'ont pas été effectuées. De quoi satisfaire ses amis champions des *fake news*, à commen-



Donald Trump prêtant serment lors de la cérémonie d'investiture, le 20 janvier 2025.

cer par son grand ami et allié Elon Musk. L'impunité est là aussi avec la grâce accordée aux 1 500 personnes impliquées dans l'assaut du Capitole en 2020.

Le renforcement du contrôle des frontières, y compris avec le déploiement de forces militaires et une surveillance par drones sans limite dans une zone de 8 kilomètres autour de la frontière. Sans parler de la poursuite de son fameux mur.

Le gel de l'embauche de fonctionnaires en attendant un plan de réduction des effectifs fédéraux.

Tout cela n'est pas sans rappeler les années 1930

La lutte contre les normes et notamment (sic) la suppression des exigences contre-productives qui augmentent les coûts des appareils électroménagers !

Et bien d'autres mesures, comme les droits de douane, ou encore la réintro-

duction de Cuba dans la liste des États soutenant le terrorisme, supprimée par Joe Biden.

Le plus inquiétant est la cible de ces textes visant, outre les personnes étrangères, les victimes de discriminations raciales ou fondées sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle, via la suppression des textes et agences concernées et même la suspension des fonctionnaires travaillant en ce domaine. Cela fleure bon le suprémacisme blanc.

Même si certaines mesures seront portées devant les tribunaux et que d'autres seront limitées par les compétences des États fédérés, les USA ont bel et bien rejoint les soi-disant démocraties illibérales. Tout cela n'est pas sans rappeler les années 30 et sur certains aspects, nos derniers gouvernement ont déjà largement mis un pied dans la porte. ★

1 Depuis son investiture, Trump a dit que le Danemark finirait par céder sur cette question !

2. Même obsession envers l'OMS dont les USA vont se retirer au motif qu'ils auraient mal géré la crise du Covid.

3. L'interdiction de TikTok est suspendue avec l'idée d'acheter la branche étatsunienne du réseau chinois.

Des vœux combattifs pour les communistes isérois



Luc Renaud

La fédération de l'Isère du PCF organisait sa traditionnelle cérémonie des vœux le 25 janvier, à la salle Raymond-Perinetti, à Grenoble, devant une grosse centaine de sympathisants et militants communistes. Plusieurs élus avaient également répondu présents, à l'image du sénateur écologiste Guillaume Gontard, de la conseillère départementale PS Amandine Germain, de l'ex-député communiste Jean Giard ou encore des

maires PCF respectifs d'Échirolles et Saint-Martin-d'Hères Amandine Demore et David Queiros. Dans son discours, Jérémie Giono, secrétaire départemental du parti, a balayé l'actualité nationale, évoquant notamment les 80 ans de la Sécurité sociale et la casse des services publics... Mais aussi internationale, avec les conséquences de l'élection de Donald Trump et le soutien au peuple palestinien.



BR

Amandine Demore reçue à l'Intérieur

Amandine Demore a été reçue par le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau le 20 janvier, en compagnie d'autres maires et parlementaires communistes et de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Une rencontre destinée à la lutte contre le narcotrafic, « qui touche aujourd'hui 80 %

des villes et villages de France », souligne la maire d'Échirolles dans un communiqué. Ce rendez-vous a également permis à l'édile de remettre au ministre les quelque 5000 signatures recueillies par la pétition citoyenne pour un commissariat de plein exercice à Échirolles.

LA CGT PRÉSENTE AUSSI SES VŒUX POUR SES 130 ANS

L'union départementale CGT Isère présentait également ses vœux au monde du travail le 16 janvier à la salle des fêtes d'Échirolles. Un événement coïncidant avec une année particulière pour la CGT, fondée en 1895 et qui fêtera donc en septembre prochain ses 130 ans d'existence. Lors d'une soirée festive, avec un banquet suivi d'un concert, Nicolas Benoit, secrétaire départemental de l'UD, a vivement dénoncé les inégalités sociales et évoqué les grandes luttes passées et futures du département.



Maryvonne Mathéoud

Pinar Selek reçoit la médaille de la ville de Grenoble

Pinar Selek, écrivaine, sociologue et militante franco-turque, a reçu la médaille de la ville de Grenoble le 31 janvier, à l'hôtel de ville, en présence d'Éric Piolle et de son comité de soutien. Accusée abusivement de terrorisme depuis 1998, Pinar Selek a déjà été jugée et acquittée à quatre reprises, avant son nouveau procès, prévu en février en Turquie. Elle est intervenue à distance lors de la cérémonie, étant toujours menacée par les services secrets turcs comme par les miliciens fascistes des Loups gris.



Le ministre de l'Intérieur, répondant à une question sur les statistiques ethniques, a estimé redouter qu'elles ne débouchent, « comme aux Etats-Unis » sur de la discrimination positive.

Le mot discrimination peut avoir deux significations. L'une plutôt scientifique, qui indique que l'on va séparer des données d'un groupe pour former un sous-groupe, en utilisant des critères **discriminants**.

Dans le cas présent on parle plutôt du deuxième sens de « discrimination », qui décrit un mécanisme visant dans les politiques publiques à séparer un groupe en fonction de critères **discriminatoires**, en vue de le traiter plus mal (Le Robert). Par exemple le Code du travail punit les discriminations liées au genre, aux opinions religieuses, politiques, syndicales, ethniques...

Les linguistes et Franck Lepage nous apprennent que l'on ne pense pas des choses pour ensuite mettre des mots sur ses pensées. On a d'abord des mots pour penser, et pour exprimer ses pensées. Si l'on n'a des mots manipulant, on ne peut pas penser de manière correcte la réalité.

« Les statistiques ethniques je m'en suis toujours méfié. Je ne voudrais pas [...] qu'elles débouchent sur la **discrimination positive** »

BRUNO RETAILLEAU

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, 20 JANVIER 2025.

Force est de constater que les discriminations sont encore très présentes dans notre société.

Dans l'expression « discrimination positive », on fabrique donc une oxymore évident. Une discrimination ne peut pas être positive

L'expression « discrimination positive » est une très mauvaise traduction, volontairement déformante, des actions visant à défendre les descendants dans esclaves pendant le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis. L'expression en langue anglaise est *affirmative action*, qui signifie plutôt « action positive » et certainement pas « discrimination positive ».

Chaque mois le Travailleur alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr



MOTS À RETROUVER :

- VILLENEUVE
- COMMERCES
- PROXIMITE
- METROPOLE
- SERVICE
- QUARTIER
- POPULAIRE
- RENOUVELLEMENT
- ECOQUARTIER
- DEMOLITION
- AMENAGEMENT
- INVESTISSEMENT
- PARTENARIAT
- INCENDIE
- NARCOTRAFIC
- COHABITATION

I	N	C	O	H	A	B	I	T	A	T	I	O	N	C
G	P	R	O	X	I	M	I	T	E	T	L	H	Z	C
D	E	M	O	L	I	T	I	O	N	A	I	R	I	K
S	R	E	N	O	U	V	E	L	L	E	M	E	N	T
F	C	C	U	P	O	P	U	L	A	I	R	E	Y	T
I	S	O	Q	Q	V	I	L	L	E	N	E	U	V	E
N	X	Q	A	M	E	N	A	G	E	M	E	N	T	O
C	X	U	P	A	R	T	E	N	A	R	I	A	T	N
E	J	A	C	O	M	M	E	R	C	E	S	P	E	Y
N	S	R	X	X	F	T	N	G	M	H	T	R	Z	X
D	L	T	K	N	A	R	C	O	T	R	A	F	I	C
I	O	I	F	F	X	M	E	T	R	O	P	O	L	E
E	S	E	Y	Q	U	A	R	T	I	E	R	H	B	X
K	K	R	B	S	E	R	V	I	C	E	V	E	K	T
I	N	V	E	S	T	I	S	S	E	M	E	N	T	V

NOUS TROUVER EN KIOSQUE :

- **TABAC PRESSE LOYTIER BRUNO** - 9 place Verdun, 38320 Eybens
- **TABAC-PRESSE PREMIER ANGLE** - 1 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **TABAC-PRESSE LE TOTEM** - 113 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **TABAC-PRESSE** - 28 rue d’Alpignano, 38600 Fontaine
- **FÉDÉRATION DE L’ISÈRE DU PCF** - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
- **BAR RESTAURANT LE SQUARE** - place docteur Martin, 38000 Grenoble
- **TABAC PRESSE LE JAURÈS** - 63 Grande Rue, 38160 Saint-Marcellin
- **TABAC-PRESSE** - 63 av de la République, 381370 Seyssinet-Pariset

Abonnement annuel

- Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :

Adresse (*) :

Code postal (*) : Ville (*) :

Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(*) :

- Montant (*) :

Formule soutien 100,00 euros pour un an 60 euros pour un an Formule classique 40,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard – BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

À (*) :

Signature (*) :



Photos Gérard Galland, C.G.T., Manuel Pavard, Maryvonne Metchoud

